

Alors que toute l'Allemagne exige des explications, la France garde un silence scandaleux face aux révélations d'Edward Snowden



~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Depuis une quinzaine de jours, le jeune informaticien américain Edward Snowden (âgé de 30 ans) défraye la chronique mondiale. Il est même devenu la source d'une vive tension diplomatique entre les États-Unis d'un côté, la Chine, la Russie et plusieurs autres États (Équateur, Islande) de l'autre.

RAPPEL DE L'AFFAIRE SNOWDEN

Cette affaire d'importance découle des révélations - de première main et sans précédent - que cet ancien employé de plusieurs services secrets américains (la CIA et la NSA) a faites dans plusieurs médias anglo-saxons de grand renom les 9 et 10 juin dernier, notamment :

- dans le journal britannique [Guardian](#)
- et dans le journal américain [Washington Post](#)

Dans ces entretiens, Edward Snowden a révélé des informations top-secretées de la NSA concernant la captation des métadonnées des appels téléphoniques aux États-Unis, ainsi que le système d'écoute sur internet du programme de surveillance PRISM du gouvernement américain.

Le gouvernement de Washington l'a aussitôt accusé de « trahison » et l'a inculpé sous les chefs d'accusation d'espionnage, vol et utilisation illégale de biens gouvernement. Les autorités américaines, notamment par la bouche du secrétaire d'État John Kerry, exerce des pressions diplomatiques intenses pour obtenir son extradition, alors que l'intéressé, qui s'était réfugié à Hong Kong dans un premier temps, se trouve, à l'heure où j'écris ces lignes, dans la zone de transit de l'aéroport international de Moscou.

Justifiant ses révélations, Edward Snowden a quant à lui indiqué que « [son] seul objectif est de dire au public ce qui est fait en son nom et ce qui est fait contre lui ».

En outre, toujours selon des documents dévoilés par Edward Snowden au quotidien *Guardian*, les services britanniques de renseignement ont un accès à des câbles à fibres optiques qui en font un acteur majeur dans la surveillance des communications mondiales. Pour l'ex-consultant, le centre britannique des écoutes (GCHQ) est encore pire que son homologue américaine.

L'AFFAIRE SNOWDEN PROVOQUE DE FORTES RÉACTIONS POLITIQUES ET JURIDIQUES EN ALLEMAGNE

Compte tenu de son histoire du XXe siècle, - avec la surveillance policière exercée par le régime nazi puis celle exercée en République Démocratique Allemande - l'opinion publique et la classe politique allemandes sont particulièrement sensibles à la question des écoutes téléphoniques et du secret des correspondances.

Aussi l'affaire Snowden fait-elle grand bruit chez nos voisins d'outre-Rhin, où de nombreux responsables politiques ou gouvernementaux sont intervenus publiquement au cours des derniers jours. Ainsi :



M. GEORG STREITER, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT ALLEMAND a déclaré (le 22 juin 2013) au journal *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* (F.A.S.) que « **le gouvernement fédéral allemand prend très au sérieux les accusations d'espionnage par la Grande-Bretagne formulées par Edward Snowden dans le**

Cette déclaration du Porte-parole du gouvernement allemand a été doublé par les décisions et les déclarations de deux ministres importants et un secrétaire d'État du gouvernement, appartenant tous trois au petit parti libéral allemand FDP, très attaché aux libertés individuelles :



Mme SABINE LEUTHEUSSER-SCHNARRENBERGER, MINISTRE FDP ALLEMANDE DE LA JUSTICE, a estimé que les accusations constituaient « **un cauchemar à la Hollywood** » et que « **si elles se révélaient fondées, ce serait une catastrophe** ».

Elle a également **appelé à ce que les institutions européennes fassent immédiatement la lumière sur cette affaire.**

On notera à ce propos le silence total observé par les institutions européennes, comme à chaque fois qu'éclate un scandale mettant en cause le caractère dictatorial et illégal des politiques décidées par les autorités de Washington. Je rappelle notamment que ni la Commission européenne ni le Parlement européen ne s'émurent des révélations scandaleuses sur les "prisons secrètes de la CIA" sur le territoire de certains États d'Europe, en violation non seulement de leurs souveraineté mais de tout le droit international, notamment celui interdisant les actes de torture.

Avant de faire ces déclarations, **la ministre allemande de la Justice avait convoqué à son ministère**, vendredi 14 juin, les représentants en Allemagne des **entreprises américaines Google et Microsoft**, à propos de la **surveillance électronique d'internet menée pendant des années par l'agence américaine NSA**, selon les révélations d'Edward Snowden. Seuls les représentants en Allemagne de Microsoft et Google avaient accepté de venir répondre aux questions du gouvernement. Selon l'agence allemande DPA, Facebook s'était contenté de faire parvenir des réponses par écrit. Des associations de défense des consommateurs étaient également présentes.

À l'issue de cette réunion, Mme Leutheusser-Schnarrenberger s'est déclarée déçue en résumant à la presse : « **Il n'y a pas eu de réponses concrètes de nos partenaires présents** ».

Elle a également remarqué : « Il y a différents cadres législatifs qui se heurtent dans cette affaire, des législations européennes et extra-européennes ». **C'est une façon de reconnaître implicitement que les entreprises américaines étaient tenues de déférer à l'appareil législatif de surveillance américain.**

Une source gouvernementale allemande, non précisée par l'AFP mais de l'entourage de la ministre, est allée plus loin en expliquant les motifs de la déception allemande : « **Sur la question de savoir dans quelle mesure des données étaient détournées des serveurs de Google et Microsoft vers la NSA, les deux entreprises se sont montrées vagues sur le niveau de leur coopération avec l'agence de renseignement américaine.**»

C'est une façon de reconnaître implicitement qu'il y a bien des transferts de données privées et que les révélations d'Edward Snowden sont très probablement exactes.



Du reste, la même source gouvernementale a indiqué que les deux entreprises Google et Microsoft ont profité de la réunion pour demander à ce que la chancelière allemande Angela Merkel appuie leurs efforts vers plus de transparence, tout particulièrement lors de sa rencontre mercredi à Berlin avec le président américain Barack Obama.

En d'autres termes, les entreprises ont reconnu implicitement qu'elles étaient pieds et poings liés devant les oukases des autorités américaines.



M. HANS-JOACHIM OTTO, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRES DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, qui participait aussi à cette réunion, a confirmé que le gouvernement allemand s'était heurté à un mur de secrets très préoccupants en déclarant qu'il « **repartait de cette rencontre avec plus de questions que de réponses.** » Il a cependant ajouté que les discussions avec les entreprises américaines allaient se poursuivre.



M. PHILIPP RÖSLER, MINISTRE FDP DE L'ÉCONOMIE, a quant à lui **appelé le gouvernement britannique « à faire rapidement preuve de transparence »**, dans un entretien au quotidien Handelsblatt à paraître lundi 24 juin. L'affaire Snowden et les derniers rebondissements sur la mise en cause des autorités britanniques, ont également provoqué des déclarations scandalisées et alarmées parmi les dirigeants des principaux partis politiques allemands :

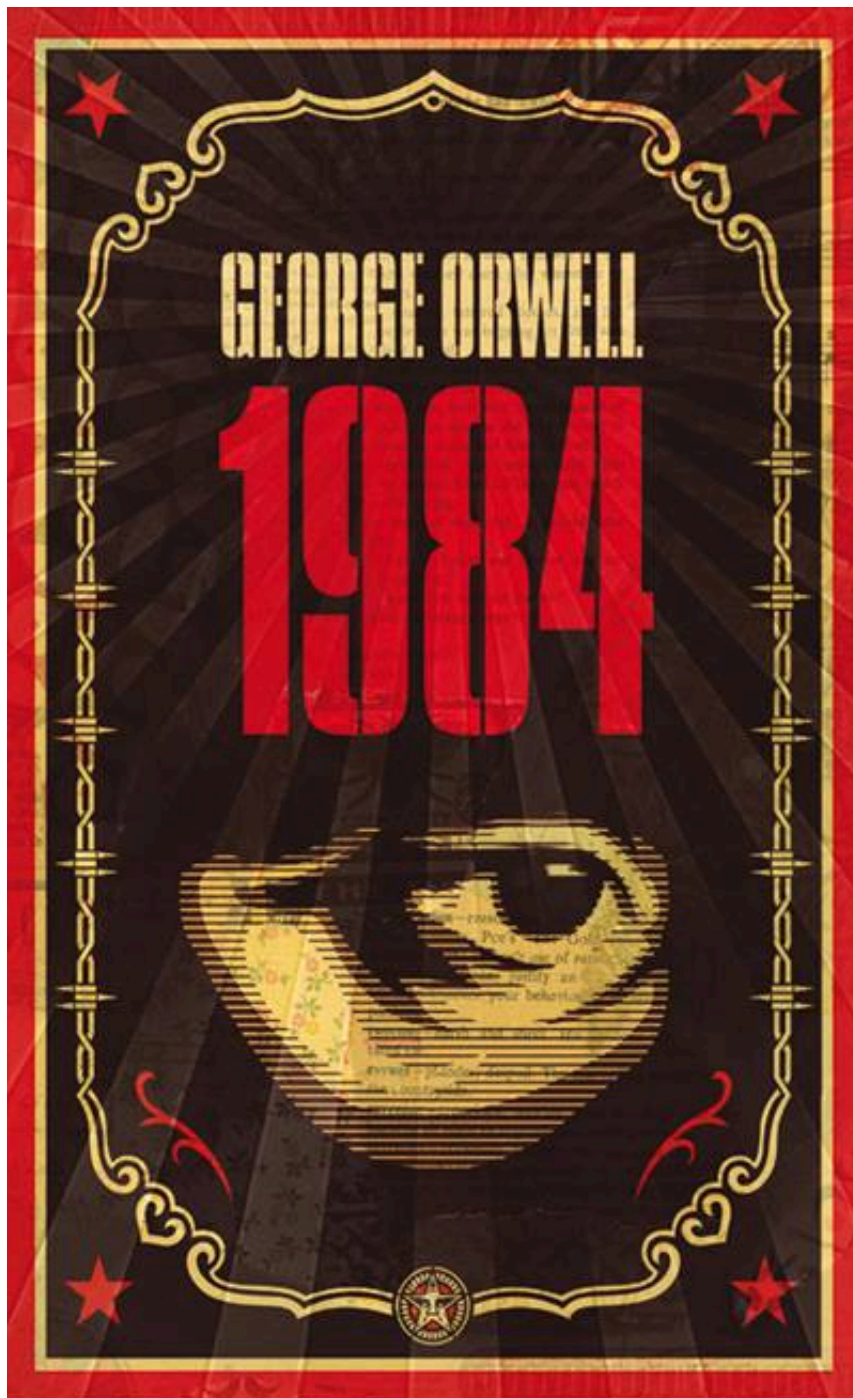


M. VOLKER KAUDER, CHEF DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU PARTI CONSERVATEUR D'ANGELA MERKEL, LA CDU, a déclaré, dans l'édition dominicale du journal Die Welt, que « si l'ampleur de la surveillance des données était vérifiée, ce ne serait pas acceptable ».



M. THOMAS OPPERMANN, UN HAUT RESPONSABLE DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU PARTI SOCIAL-

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
DÉMOCRATE (SPD) a dressé quant à lui exactement le même parallèle que le mien (dans ma conférence sur "La Tromperie universelle") en lançant : « **C'est comme si la surveillance de tous par un État décrite par George Orwell (auteur du roman 1984) en Grande-Bretagne était devenue réalité** ».



CONCLUSION : LE SILENCE SCANDALEUX DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Alors que trois membres du gouvernement et de nombreux responsables politiques se mobilisent outre-Rhin pour faire obstacle au totalitarisme orwellien venu de Washington, on reste saisi d'incrédulité devant le silence quasiment absolu de tout le gouvernement français, comme de tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale, devant l'affaire Snowden.



Ni François Hollande, qui a jugé plus utile de commenter publiquement les résultats de l'élection partielle du Lot-et-Garonne plutôt que l'affaire Snowden, **ni aucun ministre, ni aucun dirigeant du PS ou de l'UMP n'ont émis la moindre déclaration pour se déclarer scandalisé des révélations d'Edward Snowden et pour demander des explications publiques de la part des autorités américaines comme des entreprises d'Internet concernées.**

Aucun des européistes qui nous accablent de leurs boniments sur la "solidarité européenne" n'a jugé bon non plus de s'indigner de la surveillance exercée par les autorités d'un Etat-membre de l'UE (le Royaume-Uni) à l'encontre de ses partenaires.

Dans cette affaire d'une importance capitale puisqu'elle touche à la liberté et au secret des correspondances de toute l'humanité, François Hollande prouve une nouvelle fois, par sa couardise et son effarante médiocrité, qu'il est indigne d'exercer les fonctions suprêmes qu'il occupe.

Tout comme son prédécesseur Nicolas Sarkozy, François Hollande restera comme une tache et une honte dans notre histoire nationale.

François ASSELINEAU